



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

ATTRI1

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

En cas de candidature groupée, un document unique est rempli pour le groupement d'entreprises.

A - Objet du marché – Dispositions générales

Le présent marché a pour objet : **les travaux de réhabilitation d'un mur de soutènement à la Gendarmerie, commune de la Foa (988)**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

A.1 – Lots / tranches / options

Sans objet.

Le marché sera attribué soit à une entreprise individuelle, soit à un groupement d'entreprises, avec désignation d'un mandataire solidaire.

En cas de groupement, l'un des membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, est solidaire de chacun des autres dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître de l'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître de l'ouvrage pour l'exécution du marché.

Le recours à la sous-traitance est autorisé.

A.2 – Assistant au maître d'ouvrage

L'assistant au maître d'ouvrage est la société CAMO.

A.3 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de ce projet sera assurée par le bureau d'études INLUENCES.

A.4 – Bureau de contrôle

Le bureau de contrôle de ce projet est SOCOTEC.

A.5 – Géotechnicien

Le géotechnicien en charge de la G4 est LGC.

B – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

B.1 Pièces contractuelles Particulières

- Acte d'Engagement et ses annexes
- Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes
- Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaires
- Les plans et coupes
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le mémoire technique du titulaire
- L'engagement de confidentialité

B.2 Pièces contractuelles Générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, lorsqu'ils sont applicables aux travaux ou prestations concernés :

- Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux (délibération n°64/CP du 10.05.89 modifiée) passés en application de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.
- Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux comprenant les fascicules du C.P.C. et du C.C.T.G. applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du ministère de l'environnement et du cadre de vie ou des services du ministère des transports, ou des services du ministère de l'agriculture.
- Les textes techniques cités au C.C.T.P. applicables aux calculs et vérifications des ouvrages et constructions provisoires et définitives et à leur exécution.
- Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (D.T.U) énumérés aux annexes 1 des circulaires publiées au journal officiel, du ministre de l'économie relatives au cahier des charges techniques des marchés publics de travaux, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par les annexes 2 à ces circulaires.

C – Prix et mode d'évaluation des ouvrages – variation dans les prix – règlement des comptes

C1 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants. En cas de groupement solidaire, les règlements seront effectués auprès du mandataire désigné à l'acte d'engagement.

C2. Contenu des prix et règlement des comptes

C2.2 Etablissement des prix

Conformément à l'article 10 du C.C.A.G. Travaux les prix du marché sont établis en tenant compte des paramètres suivants :

- a) Il appartient au soumissionnaire de faire apparaître le montant de la TGC dans le DPGF
- b) Nature et contenu des prix

Les prix sont toutes taxes comprises et sont déterminés sur la base des prix du tarif de l'entreprise affectés des éventuelles remises consenties à la GENDARMERIE.

Les prix remis tiennent compte de toutes les prescriptions, garanties, sujétions prévues explicitement ou non dans le DQE et notamment de tous les aléas pouvant résulter de circonstances locales.

Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison (y compris les frais de dédouanement, d'assurance, de dépotage, de manutention et d'évacuation). Ils intègrent en outre toute la logistique nécessaire à la bonne réalisation des prestations et sont réputés comprendre également tous les frais d'assurance (en particulier en responsabilité civile), les déplacements, les hébergements et frais de vie.

Les entreprises devront, avant la remise de leurs offres, obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance de l'objet du marché.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur une décomposition de chacun des prix unitaires.

C2.3 Règlement des ouvrages, fournitures ou prestations

Les ouvrages, fournitures ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés à prix global et forfaitaire.

C2.4 Dépenses contrôlées

Sans objet.

C2.5 Règlement des travaux en régie :

Sans objet.

C2.6 Remise des décomptes :

Les modalités du règlement des comptes du marché sont régies par les dispositions de l'article 8 du C.C.A.G. Travaux.

C2.7 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine :

Sans objet.

C2.8 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût sont réputées réglées par les stipulations des articles ci-après :

C2.9 Caractère des prix :

Les prix sont non révisables et non actualisables.

C2. 10 Validité de l'offre

L'offre remise aura une durée de validité de 4 (quatre) mois.

C3 Paiements des sous-traitants

C3.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché :

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un co-traitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance à savoir :
 - ✓ Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes.
 - ✓ La date (ou le mois) d'établissement des prix.
 - ✓ Les modalités de révision de prix ;
 - ✓ Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

C3.2 Modalités de paiement direct :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint, en double exemplaire, au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme ne tient pas compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

C4 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels et final

Il est fait application des dispositions de l'article 13 du C.C.A.G. Travaux

C5 Dépenses communes de chantier

Les dépenses communes de chantier concernent les frais relatifs à la consommation d'eau et d'électricité, le nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène et les frais de gardiennage. Ces dépenses sont réparties au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

D – Délai (s) d'exécution / pénalités

D1 – Délai(s) d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement.

Dans ces délais sont inclus :

- Les délais de préparation

- Les délais d'approvisionnement
- Les délais d'installations de chantier
- Les délais de réalisation des travaux
- Les délais propres au repliement de chantier

Il sera fait application des délais d'exécution optimisés pour la réalisation des travaux, si proposés par l'entrepreneur dans l'acte d'engagement

La coordination générale des opérations sur tout le site est assurée par le MOE et des adaptations au principe de phasages pourront être demandées au titulaire en tant que de besoin.

Les travaux seront réalisés de jour, dans les créneaux et délais arrêtés.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux est élaboré par l'entreprise retenue. Il est établi sur la base du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux remis à l'offres

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux distingue les différents ouvrages ou types d'ouvrages dont la construction fait l'objet du marché. Il indique en outre,

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après élaboration par l'entreprise, le calendrier détaillé d'exécution des travaux est transmis au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage pour approbation, dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation

Au cours du chantier, l'entreprise peut modifier le calendrier détaillé d'exécution des travaux sans que les délais globaux stipulé à l'AE puissent être modifié.

Le calendrier initial visé en A éventuellement modifié comme il est indiqué en B, est rendu contractuel par simple ordre de service du maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G, les délais d'exécution des travaux sont prolongés d'un nombre de jour ouvrable égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels dépassera son intensité limite fixée à :

- Pluie : 30 mm en 12 heures.
- Vent : à partir de 90 km/heure.

Ils seront également prolongés par ordre de service, du nombre de jours où le Maître d'Œuvre et l'entrepreneur constatent contradictoirement des conditions climatiques pouvant entraver, d'une manière importante, l'exécution des travaux. La station météo de référence sera celle de Nouméa.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 19.22 du CCAG, il sera tenu compte du nombre de jours d'intempéries réputées prévisibles qui est fixé à 2 créneaux.

D2. Pénalités

D2.1 Pénalités pour retard

Les stipulations de l'article 20 du C.C.A.G. Travaux sont seules applicables.

L'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité forfaitaire de : 1/2000ème du montant de son marché.

Les pénalités pour retard ne sont ni actualisées ni révisées.

Le maintien du délai étant subordonné au respect de la cadence et de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais ou jalons qui y sont figurés, donne le droit au Maître d'Ouvrage d'exiger de l'entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenus sur le montant de l'acompte.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning.

Le montant de la provision est calculé par l'application au nombre de jours de retard du montant journalier de la pénalité.

Cette provision sera au cours des mois suivants réduite ou augmentée selon la diminution ou l'augmentation du retard de l'entrepreneur.

D2.2 Pénalités pour retard dans la levée des réserves.

Si dans un délai fixé lors des opérations de réception par le représentant de la Gendarmerie, l'entrepreneur ne remédie pas aux imperfections et malfaçons constatées lors de la réception, il sera passible d'une pénalité fixée forfaitairement à 25 000 XPF par jour calendaire de retard. L'entreprise devra également supporter les éventuels coûts liés à un surcoût de fonctionnement en mode dégradé de l'exploitation (balisage complémentaire, frais de sûreté, impact sur la ponctualité des vols, etc...)

D2.3 Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la GPA

Si pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA), l'entrepreneur ne remédie pas dans un délai qui lui est fixé, aux imperfections ou malfaçons constatées il sera passible d'une pénalité fixée à 150 000 XPF par jour calendaire de retard.

En cas de mise en demeure cette pénalité sera portée à 50 000 XPF par jour calendaire de retard.

D2.4 Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité et santé des travailleurs

Si le ou les entrepreneurs ne respectent pas les règles portant sur la sécurité et la santé des travailleurs, le Maître d'Ouvrage pourra appliquer sur proposition du Maître d'Œuvre une pénalité de 120 000 XPF par infraction constatée et consignée.

D2.5 Pénalités pour défaut de suivi des prescriptions environnementales :

Chaque constat de défaillance aux prescriptions prévues à l'article 8.5 pourra entraîner l'application immédiate d'une pénalité de :

Catégorie	Mise en cause	Pénalités
Suivre la démarche	Absence de l'entreprise à la réunion de début de chantier pendant laquelle les prescriptions environnementales sont exposées	20 000 F CFP
Déchets	Présence de déchets dans la benne non appropriés	10 000 F CFP/jour
	Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets	20 000 F CFP/jour
	Non-respect des obligations de gestion de l'aire de tri	20 000 F CFP/jour
	Non-respect du nettoyage du chantier ponctuel	10 000 F CFP/jour
	Non remise du tableau de suivi des déchets produits et des BSD	50 000 F CFP/jour
	Voiries et abords du chantier souillées et non nettoyées	10 000 F CFP/jour
Pollution	Absence d'arrosage pour l'abattage des poussières	10 000 F CFP/jour
	Brûlage	50 000 F CFP/jour
	Rejets de produits dangereux et/ou polluants dans le milieu naturel	50 000 F CFP/jour
	Stockage de produits ou matériels en dehors des zones appropriées	40 000 F CFP/jour

D2.6 Autres pénalités

Nature du Manquement	Montant de la pénalité Hors Taxes
Retard dans la remise de documents conformes avant exécution des travaux.	20 000 XPF par jour ouvré de retard par document
Pénalité pour non-respect du délai de préparation des travaux : forfait	50 000 XPF par jour ouvré de retard
Retard dans la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés conforme, la non-conformité à la charte graphique ou l'inexactitude des données renseignées du DOE.	40 000 XPF par jour ouvré de retard.
Absence à une réunion de chantier de l'entreprise préalablement convoquée ou absence aux réunions permettant une coordination du projet suite à une convocation.	30 000 XPF par absence et, en cas de groupement, pour chaque membre du groupement.
Retard dans la remise d'une demande de sous-traitance.	15 000 XPF par jour ouvré de retard.
Intervention d'un sous-traitant non déclaré ou présence sur le chantier d'une personne en situation illégale.	360 000 XPF par sous-traitant non déclaré ou constat de travail illégal.
Pour tout défaut constaté dans le contrôle interne/externe : par événement constaté	50 000 XPF
Pour tout défaut de matériel de secours, personnel suppléant, etc : par jour calendaire	20 000 XPF
Pour tout retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître d'ouvrage	20 000 XPF

Pour tout dépôt de matériels, matériaux, emballages, gravois ou autres en dehors des zones prescrites	30 000 XPF par jour calendaire
Pour tout retard ou absence dans le nettoyage du chantier ou des voiries, ou dans l'évacuation des gravois hors chantier demandé par MOE ou MO : par jour calendaire. Le nettoyage des déchets devra être effectué quotidiennement.	20 000 XPF
Pour tout retard dans la présentation ou la remise des différents documents nécessaires au maître d'ouvrage et/ou au maître d'œuvre, au coordonnateur pilote, au coordonnateur SPS, etc : par jour calendaire	20 000 XPF
Pour tout retard dans la présentation ou la remise des différents contrôles nécessaires au Maître d'œuvre ou au contrôleur Extérieur : par jour calendaire	30 000 XPF

D2.7 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est fait application des dispositions de l'article 19.11 du C.C.A.G. Travaux

D2.8 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Après exécution des travaux, et à la date des Opérations Préalables à la Réception, l'entreprise remet au Maître d'œuvre, le Dossier des Ouvrages Exécutés pour approbation.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés peut être remis par l'entreprise, soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit en main propre contre remise d'un récépissé attestant de la date de remise du dossier.

Le Maître d'œuvre informe l'entreprise par courrier postal, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de Dossier des Ouvrages Exécutés de sa décision de l'accepter ou de le refuser.

Au-delà de ces 15 jours ouvrés, et en l'absence de réponse de la part du maître d'œuvre, le dossier est réputé et accepté.

Le non-respect du délai de remise du Dossier des Ouvrages Exécutés, la non-conformité à la charte graphique ou l'inexactitude des données renseignées conduiront à l'application de pénalités indiquées au paragraphe 4.3 du contrat.

L'application des pénalités, court à compter de la date de notification de refus par le maître d'œuvre.

Le contenu du Dossier de Ouvrages Exécutés doit se conformer aux dispositions du CCTP.

Les plans des ouvrages exécutés sont établis, au même titre que les plans des ouvrages avant exécution, dans le total respect des chartes graphiques.

Ces documents sont à remettre au Maître d'œuvre à charge à lui d'apporter la preuve de cette remise.
En cas de non-respect des délais, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité suivant les dispositions ci-dessus.

Tous les documents sont rédigés en langue française.

E – Clauses de financement et de sureté

E1 Cautionnement - Retenue de garantie

Un cautionnement doit être constitué par l'entrepreneur, dans les 20 jours de la notification du marché.
Le montant du cautionnement est égal à : 5% du montant des travaux indiqué dans l'Acte d'Engagement

E1.1 Retenue de Garantie

Au cautionnement peut être substituée une retenue de garantie sur acompte dont le taux est le même que celui exigé pour le cautionnement.

La retenue de garantie peut être remplacée par la caution personnelle et solidaire d'un établissement agréé par le Maître de l'ouvrage.

E1.2 Avances

Les avances sont autorisées

F – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

F1 Provenance des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

F2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

F2.1 Caractéristiques - Qualités :

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire agréé par la personne responsable du marché.

F2.3 Vérifications hors chantier :

Le maître d'œuvre se réserve la possibilité de réaliser des contrôles directement en usine ou en centrale. Ces contrôles seront réalisés au frais de l'entrepreneur.

F2.4 Essais complémentaires :

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.
- S'ils ne sont pas concluants, ils seront rémunérés par l'entrepreneur

F2.5 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet

G – Préparation, coordination et exécution des travaux

G1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Du fait de l'organisation du marché, une période de préparation sera nécessaire pour assurer pendant la phase d'études d'exécution, la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Cela se traduit par les plans et les coupes de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations. Les entreprises sont tenues de mettre les moyens techniques et humains pour assurer les objectifs de la synthèse.

Le travail d'étude est réalisé sur informatique sous un format standard type AUTOCAD, en couches superposables, en distinguant réseaux et terminaux. Les entreprises sont tenues de fournir leurs Plans d'Exécution des Ouvrages sous ce format standard et devront au démarrage de chantier fournir tous les éléments nécessaires à l'élaboration des plans de synthèse. Elles devront en outre participer aux réunions nécessaires à la coordination technique entre la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

Les plans d'exécution des entreprises doivent être élaborés de concert de telle façon que ces plans d'exécution puissent recevoir le visa du Maître d'Œuvre en temps voulu.

En aucun cas, les plans de synthèse ne pourront se substituer aux plans d'exécution et ne relèvent donc l'Entrepreneur d'aucune de ses responsabilités ni transfert de responsabilité de la part des entrepreneurs ou de la Maîtrise d'Œuvre vers le Maître de l'Ouvrage.

L'entrepreneur est responsable de la tenue des jalons définis dans le planning prévisionnel d'exécution et principalement le jalon de la fin des travaux. Il doit intégrer dans son planning toutes les étapes nécessaires afin de permettre la réception des travaux intégrés dans les délais impartis, tout en assurant les marges nécessaires pour l'acceptation des travaux par la maîtrise d'œuvre.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes, le détail des opérations à réaliser en période de préparation et les délais associés sont fournis dans le CCTP:

par les soins du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre :

- Communication à l'entreprise des documents et imprimés divers concernant la présentation des projets de décompte.

Par les soins de l'entrepreneur :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des matériaux et produits à utiliser dans la construction des ouvrages;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre de tous les plans ou notes de calculs que l'entrepreneur jugera utiles pour compléter les pièces du présent dossier.

Le défaut de fourniture de ces pièces au maître d'œuvre par l'entrepreneur fait obstacle à l'exécution des travaux.

G.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail, plan d'assurance de la qualité, etc..., sont soumis au visa du maître d'œuvre conformément au planning défini lors du premier mois du marché. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard quinze jours après leur réception.

L'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'une partie d'ouvrage qu'après avoir reçu les approbations ou visas, avec ou sans observations, sur les documents nécessaires à cette exécution.

G3 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Conformément à l'article 31.4 du C.C.A.G. Travaux, l'entrepreneur doit prendre sur ses chantiers toutes les mesures d'ordre et de sécurité qui lui sont applicables, conformément à la réglementation locale en vigueur.

G4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

G4.1 Installation de chantier

Les emplacements nécessaires à l'installation de chantier, au stationnement du matériel et au stockage des matériaux seront mis gratuitement par le maître d'ouvrage à la disposition de l'entrepreneur toutes les fois qu'il existera sur les lieux ou sur les zones libres des terrains dont le maître d'œuvre pourra disposer. L'entrepreneur aura toutefois à sa charge l'aménagement desdits emplacements. Les lieux doivent être remis en état avant expiration du délai d'exécution.

Le plan d'installation de chantier sera soumis au visa du Maître d'œuvre avant le début des travaux sur site.

Devront figurer sur ce plan d'installation :

- Les zones de stockage
- Les zones de dépôt
- Les zones de circulation
- Le cheminement du matériel et du personnel
- Les zones de déchets (bennes de recyclage et mise en déchèterie)
- Les zones de bungalow de chantier (bureaux, zone de repos, wc, douche, ...)
- La localisation des points d'alimentation (électricité, eau, réseau selon les besoins)

G4.2 Signalisation du chantier

L'entreprise devra respecter scrupuleusement les instructions qui lui seront données par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour la circulation de son personnel et de ses matériels.

La signalisation de protection des chantiers dans la zone intéressant la circulation publique est réalisée par l'entrepreneur.

Avant le début des travaux, l'entrepreneur devra soumettre au visa du Maître d'Œuvre, le plan de signalisation figurant le dispositif à mettre en place pour les besoins du chantier pour la protection du personnel, du matériel, de la circulation des véhicules.

La signalisation qui sera mise en place journallement, sera vérifiée par le Maître d'Œuvre.

Les dispositions de l'article 4.3. du C.C.A.G. sont complétées par les dispositions suivantes :

- l'entrepreneur demeure responsable de toute perte, risque, dommage, avarie, incendie pouvant survenir aux approvisionnements sur le chantier et aux parties d'ouvrages en cours de réalisation ou déjà terminées, même s'il en a déjà reçu le paiement.

G4.3 Panneaux de chantier.

Conformément aux dispositions de l'article 31.14 du CCAG Travaux, l'entrepreneur est tenu de mettre en place un

panneau de chantier de 1 x 1 mètre minimum portant les mentions habituelles.

G4.4 Démolitions, emploi d'explosifs :

Sauf dispositions expressément définies dans le CCTP, l'emploi des explosifs est interdit.

G4.5 Dispositions particulières de circulation sur les voies publiques :

Il est fait application des dispositions de l'article 34 du C.C.A.G. Travaux.

H – Transport – responsabilités mise en jeu

Par dérogation à l'article 14 du CCAG Travaux, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire du marché.

I – Contrôle et réception des travaux, garanties

I1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

I1.1 Généralités :

Les essais et contrôle d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés sur le chantier par l'entrepreneur ou le laboratoire de son choix à ses frais (dans le cadre du contrôle interne et externe de son plan d'assurance qualité).

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais et contrôles.

I1.2 Essais complémentaires :

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché dans le cadre du contrôle extérieur. Ces essais et contrôles sont effectués aux frais du maître d'ouvrage.

I2 Réception

La réception des travaux a lieu conformément à l'article 41 du CCAG.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au CCTP, qui seront exécutés par l'entrepreneur à ses frais.

L'entrepreneur avise à la fois la personne responsable du marché et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés, ou le seront.

Le maître d'œuvre procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette date est postérieure.

La personne responsable du marché, avisée par le maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Le procès-verbal prévu à l'article 41.2 du CCAG mentionne soit la présence de la personne responsable du marché ou de son représentant, soit, en son absence, le fait que le maître d'œuvre l'avait dûment avisée.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention audit procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre fait connaître à l'entrepreneur s'il a ou non proposé à la personne responsable du marché de prononcer la réception des ouvrages et dans l'affirmative, la date à d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

La réception des travaux ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues dans le C.C.T.P.

Les dispositions du Chapitre V (Réceptions et Garanties) du C.C.A.G. seront appliquées

I3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

I4 Documents fournis après exécution

A défaut de dispositions particulières figurant au présent C.C.A.P (art. 4.5) et au C.C.T.P., les modalités de présentation et de remise des documents à fournir après exécution sont celles définies à l'article 39 du C.C.A.G. Travaux.

I5 Délai de Garantie

Le délai de garantie est fixé à 1 (UN) an à compter de la date d'effet de la réception du présent marché.

Pendant cette période de garantie, l'Entrepreneur est tenu de remédier à tous les désordres nouveaux et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, ou après correction des imperfections constatées à la réception.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

Cette garantie toutefois ne l'oblige pas aux travaux d'entretien normaux, ni à la réparation des conséquences d'un abus d'usage ou des dommages par les tiers.

En cas de contestation de l'entrepreneur sur l'étendue de ses obligations définies par le CCAG, l'arbitrage prévu à l'article 19.2 est sollicité.

A dater de la notification des désordres, l'entrepreneur dispose d'un délai de 15 (quinze) jours pour y remédier. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage pourra faire procéder aux travaux, dans les conditions du CCAG.

I6 Garanties particulières

Sans objet

I7 Représentant de l'entreprise, habilitation

Lors de l'établissement de son offre, l'entrepreneur devra désigner son ou ses représentants ainsi que leurs habilitations respectives pour ce chantier.

L'entrepreneur est tenu d'avoir un responsable sur le chantier en permanence.

Ce dernier devra avoir les habilitations nécessaires pour prendre toutes décisions concernant le déroulement du chantier.

J – Dérogations aux documents généraux

Sans objet.

K – Assurances

K1 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel, ou aux biens du gestionnaire, aux tiers, y compris aux aéronefs, ainsi qu'à l'environnement, par le titulaire, ses sous-traitants, préposés, personnels, toute personne intervenant pour son compte ou tout matériel dont il a la propriété ou dont la garde lui est confiée du fait de l'exécution ou de l'inexécution du contrat ou d'une négligence ou d'un manquement dans l'exécution du contrat, sont à la charge du titulaire, lequel renonce à recours contre le gestionnaire et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle du gestionnaire.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par le gestionnaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du gestionnaire, lequel renonce à recours contre le titulaire et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de ce dernier.

Le titulaire relève, garantit et défend le gestionnaire, et les assureurs du gestionnaire, contre les sinistres et/ou les recours de tiers ayant leur origine dans le matériel en propriété ou dont la garde lui est confiée, les prestations, services et travaux qu'il fournit ou réalise, ou dans les agissements de ses préposés.

Le titulaire et ses sous-traitants sont responsables du bon déroulement de l'ensemble des prestations de services effectuées dans le respect des règles de l'art. Ils s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

Dommages survenus à l'occasion de l'utilisation des matériels appartenant à la Gendarmerie

Tous matériels dont la garde est confiée au titulaire par la mise à disposition desdits matériels par la Gendarmerie au titulaire, resteront la propriété de la Gendarmerie pendant toute la durée du marché.

Tous dommages subis par ces matériels à l'occasion de l'exécution du marché, seront de la seule responsabilité du titulaire.

La responsabilité de la Gendarmerie ne pourra être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de

l'utilisation par le personnel du titulaire de matériels mis à sa disposition par la Gendarmerie

Le titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et disposant de permis et/ ou toute autre habilitation nécessaire(s).

K2 Assurances à souscrire par le titulaire à ses frais

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires à son activité sur le site de la Gendarmerie. L'ensemble des conditions d'exercice et d'activité devra être correctement déclaré pour le bon fonctionnement des garanties d'assurances.

Il appartient au titulaire de vérifier l'adéquation des conditions contractuelles du contrat avec ses propres assurances.

En aucune manière, les contrats d'assurances souscrits ne sauraient être interprétés comme une clause d'exonération ou de limitation de responsabilité de l'entrepreneur vis- à-vis de la Gendarmerie.

Il appartient au titulaire de s'assurer du bon état de conservation et de fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par la Gendarmerie

K2.1 Assurance responsabilité civile

Le titulaire devra justifier, avant la notification de son marché et à tout moment sur simple demande du maître de l'ouvrage, de la souscription d'une police d'assurance responsabilité civile couvrant sa Responsabilité Civile professionnelle.

Cette police d'assurance aura pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber aussi bien aux titulaires qu'aux sous-traitants, du fait et/ou à l'occasion du présent marché, à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris à la Gendarmerie, tant de son propre fait ou de ses préposés, salariés ou non, que du fait de ses sous-traitants.

Les montants de garantie devront être suffisants. La détermination des montants relève de la seule responsabilité du titulaire, l'insuffisance de garanties restant à la charge de ce dernier et ne pouvant entraîner une quelconque responsabilité de la Gendarmerie.

Les frais d'assurance responsabilité civile sont réputés être inclus dans les prix du marché.

K2.3 Attestations d'assurance à fournir par le titulaire

Au titre des contrats d'assurance précités, le titulaire s'engage :

- à faire immédiatement part de tous modifications, changements, résiliations qui interviendraient sur ce(s) contrat(s) ;
- à s'acquitter régulièrement des primes y afférentes et à informer la Gendarmerie de tout retard et par la même à maintenir le contrat en cours ;
- à produire avant la notification du présent marché et à tout moment sur simple demande du maître de l'ouvrage les attestations d'assurance établies par ses assureurs, qui sont réputées faire partie intégrante du marché.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants la justification de la souscription des polices d'assurances précitées dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant. En tout état de cause, le titulaire s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de ses sous-traitants.

Concernant les sous-traitants, les attestations d'assurances relatives à leurs propres polices d'assurance de Responsabilité Civile devront être produites dans les 15 jours suivant la notification de l'agrément.

Chaque attestation devra expressément indiquer les activités pour laquelle le titulaire et ses sous-traitants sont garantis, devra être datée de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même.

Elle devra mentionner que l'assuré est à jour du paiement de ses primes et indiquer la date d'expiration de la validité de l'attestation.

Dans tous les cas, si l'exécution du marché s'étend sur une période plus longue que la date de l'expiration de validité des attestations, l'entreprise devra fournir d'autres attestations conformes pour la période subséquente.

Aucun règlement ne sera effectué sans présentation des attestations d'assurance conformes.

L – Délai de mandatement et intérêts moratoires

L1 Règlement des comptes du marché

Le mandatement des comptes du marché, réglés suivant les modalités de l'article 3.3.5 du présent C.C.A.P., doit être réalisé dans le délai de TRENTE (30) JOURS à compter de :

- la date de remise du projet de décompte par l'entrepreneur au maître d'œuvre pour les acomptes mensuels ;
- la notification du décompte général, pour le solde comme il est dit à l'article 13.44 du C.C.A.G. Travaux.

Les titulaires seront attentifs à l'adresse de facturation de chaque commande :

Les factures devront être transmises au maître d'œuvre pour validation puis à l'AMO pour contrôle et validation.

L'AMO transmettra la facture validée à l'entreprise.

L'entreprise transmettra sa facture sur la plate-forme CHORUS PRO.

Les factures devront comporter les mentions suivantes :

- Le prix unitaire hors taxe en euros et en F CFP ;
- Le montant total hors taxe (quantité et dénomination du produit) en euros et en F CFP ;
- Le taux de la TGC applicable ;
- Le montant de la TGC à payer en euros et en F CFP ;

L2 Intérêts moratoires (Article 11.7 du C.C.A.G.)

L'entrepreneur a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires, en cas de retard dans les mandements tels qu'ils sont prévus aux 23 et 43 de l'article 13 du C.C.A.G., sauf si ce retard résulte de l'application des dispositions du 12 de l'article 4 ou du 34 de l'article 10 du C.C.A.G.

M – Obligations de discrétion

Les éléments fournis dans le cadre du présent marché ainsi que les documents établis par le prestataire, sont la propriété exclusive du maître d'ouvrage. Le prestataire reconnaît le caractère sensible et confidentiel de certaines de ces informations.

Au cours du déroulement de sa prestation, le prestataire s'engage à ne pas évoquer ou divulguer tout élément en relation avec celle-ci auprès de tiers (collectivités, administrations, entreprises, ...) sans avoir demandé l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Le prestataire s'engage, à ne souscrire aucun accord, de quelque nature que ce soit, avec un intervenant qui serait susceptible d'affecter la bonne exécution de ses prestations en portant atteinte à son indépendance ou de fausser la concurrence lors de la mise en compétition d'entreprises.

Le non-respect de l'obligation de discrétion et de neutralité constitue un motif de résiliation du marché aux torts de l'entreprise, sans mise en demeure préalable.

N – Fin anticipée du marché

Il sera fait application des dispositions prévues au chapitre VI du CCAG -Travaux « résiliation du marché - interruption des travaux ».

O – Redressement / liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

P – Compétences

Les différends et litiges qui n'auraient pu être réglés par les dispositions du présent marché, seront portés devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie.

LE TITULAIRE (1)

LE MAITRE D'OUVRAGE

Fait à
Le

Fait à
Le

(1) Le nom de la personne ayant apposé sa signature est reproduit en lettres capitales précédé de la mention manuscrite "LU ET ACCEPTE"